



Financé par
l'Union européenne



Termes de Références

Coordinateur / Coordinatrice (H/F) pour la coordination de la mise en œuvre du programme régional « Renforcement des droits et de la santé de la reproduction en Afrique de l'Ouest »

Août 2025

Objet : Coordinateur ou coordinatrice du programme (H/F)

Couverture géographique : Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Nigéria et Sénégal

Lieu d'affectation : Abuja, Nigéria (ou un autre pays de la CEDEAO selon la décision du lieu d'affectation du siège de l'OOAS)

Durée : 52 mois à temps plein, (y compris une période allant de 6 mois à la fin de la mise en œuvre du programme, consacrée aux activités de clôture)

Date de démarrage : 1^{er} novembre 2025

Financement : Union Européenne en fonds délégués à l'AFD (dans le cadre d'un programme régional en co-financement UE, AFD et fondation Gates).

SOMMAIRE

I.	CONTEXTE	2
1.	Présentation de l'AFD.....	2
2.	Positionnement et information sur le Service Demandeur	3
3.	Présentation du Programme.....	3
II.	OBJET DU MARCHÉ	5
1.	Prestations attendues	5
2.	Profil requis	7
3.	Langues de travail	8
III.	ORGANISATION DU CONTRAT	8

I. CONTEXTE

1. Présentation de l'AFD

Groupe AFD : Composé de l'**Agence française de développement (AFD)**, en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de **Proparco**, filiale dédiée au financement du secteur privé, et d'**Expertise France**, agence de coopération technique, le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Le groupe accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance... Les équipes du **Groupe sont engagées dans plus de 4 200 projets dans les Outre-mer et 150 pays**. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français-es en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Le Groupe AFD propose une offre complète, complémentaire et inégalée pour accompagner des acteurs publics et privés tout au long de leurs projets.

AFD : l'AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche, ses formations sur le développement durable et ses actions de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et plus résilient. Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations concernées. **Les équipes AFD sont engagées sur plus de 2 700 projets et 120 pays**, dans les territoires en crise, dans les Outre-mer et pour les biens communs : le climat (avec l'ambition d'une activité 100 % Accord de Paris), l'égalité femmes-hommes, la biodiversité, la paix (avec notamment le Fonds Paix et résilience Minka), l'éducation ou encore la santé. L'AFD mène ces actions au service de ses clients, au sein de « l'Équipe France » du développement et de la « Team Europe », avec ses partenaires : partenaires multilatéraux et bilatéraux, organisations de la société civile, fondations, collectivités locales, centres de recherche mais aussi banques publiques de développement. Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires dans le renforcement de leurs capacités.

L'AFD prend en compte les enjeux de genre dans tous ses projets et s'affirme comme une agence féministe dans le cadre de la diplomatie féministe française¹. Dans tous les secteurs du développement, les femmes sont effec discriminées par rapport aux hommes. Les inégalités de genre constituent des facteurs d'injustice mais aussi de pauvreté : elles freinent le développement durable de toutes les sociétés, tant d'un point de vue politique, économique que social. C'est pourquoi, au sein du groupe AFD, le choix du développement féministe constitue un choix stratégique d'efficacité. L'AFD prend en compte les enjeux de genre et soutient l'émancipation des filles et des femmes tout au long de leur vie. A cet égard, l'AFD défend l'égalité entre les femmes et les hommes, et 100 % des programmes financés par l'AFD à travers le monde sont analysés en tenant compte de cette question.

Déclinant la stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR)², l'AFD a fait de l'approche fondée sur les droits en matière de DSSR l'un des axes clés de son action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'AFD finance des projets et des acteurs qui agissent pour améliorer l'accès des femmes et des jeunes filles à des services de santé

¹ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/strategie-internationale-de-la-france-pour-une-diplomatie-feministe-2025-2030/>

² <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/l-action-de-la-france-pour-les-droits-et-sante-sexuels-et-reproductifs/>

sexuelle et reproductive complets et de qualité. Ces projets visent à promouvoir l'autonomisation des femmes.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, est accessible sur le lien suivant : www.afd.fr.

2. Positionnement et information sur le Service Demandeur

Au sein de la Direction « Solutions de Développement Durable », la Division Santé et Protection sociale (SAN) instruit, finance et suit la mise en œuvre de programmes et projets dans les domaines suivants :

- Santé : amélioration de la qualité des soins et renforcement de l'accessibilité aux soins par le renforcement des systèmes de santé ;
- Protection sociale : mise en place et/ou renforcement des systèmes de protection sociale.

Elle intervient, ou peut être amenée à intervenir, dans l'ensemble des géographies d'intervention de l'AFD.

Organisée en trois pôles (Biens Communs en santé, Offre de Soins, et Protection sociale), elle regroupe une vingtaine de Responsables d'Equipe Projet (REP) chargé-es de l'identification, de l'instruction et du suivi en exécution de projets dans ces secteurs.

Le ou la Coordinateur-trice sera sous la double responsabilité de la ou du REP SAN en charge du programme au niveau du siège AFD, et de la ou du Chargé-e de mission au niveau de l'agence AFD du Nigéria (ou autre agence AFD selon la décision du lieu d'affectation du siège de l'OOAS).

3. Présentation du Programme

Le programme sera mis en œuvre conformément aux engagements de l'UE, compte tenu notamment du consensus européen sur le développement pour la mise en œuvre des fonds de l'UE et du contexte du partenariat de haut niveau entre l'UE et l'UA dans le domaine de la santé. La Commission européenne, en collaboration avec les États membres de l'UE, vise à aider les organismes régionaux africains à progresser dans la réalisation des priorités en matière de santé et à renforcer les systèmes durables.

L'action décrite ici est encadrée et mise en œuvre dans le contexte de l'Initiative Team Europe (TEI) sur les DSSR, un partenariat entre les États membres de l'UE qui vise à accroître la cohérence du financement de l'UE pour les DSSR en Afrique. La TEI DSSR a été lancée lors de la deuxième Conférence internationale sur la santé publique en Afrique, qui s'est tenue à Kigali (Rwanda) en décembre 2022 et constitue une action clé dans le cadre de la passerelle globale UE-Afrique et de la stratégie de l'UE en matière de santé mondiale. Il repose sur un partenariat entre la Commission européenne, 10 États membres de l'UE et trois communautés économiques régionales africaines, dans le but de s'aligner sur les priorités des CER et de les renforcer. La TEI DSSR s'appuie sur une analyse conjointe des lacunes, des besoins et des enseignements tirés, et donne la priorité aux domaines dans lesquels une perspective régionale peut compléter les investissements au niveau mondial et national.

Le programme régional « Renforcement des droits et de la santé de la reproduction en Afrique de l'Ouest » vise un effet transformateur sur les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à travers un appui aux initiatives de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) pour promouvoir les DSSR dans la région.

L'OOAS exerce son mandat sur les pays de la région pour l'harmonisation de leurs approches, le suivi de leurs engagements, et détient un pouvoir de convocation des Ministres de la Santé de la CEDEAO.

Le projet contribuera aux objectifs de « l'Engagement de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour des adolescents et des jeunes éduqués, en bonne santé et épanouis » pris en 2023 par 25 pays d'Afrique Centrale et du Centre.

Ce programme vise des impacts transformateurs en terme de genre et le renforcement des DSSR dans la zone CEDEAO en poursuivant 3 objectifs spécifiques (OS):

- OS1 : l'amélioration de la mise en œuvre des engagements continentaux et régionaux en matière de DSSR dans les secteurs de la santé et de l'éducation ;
- OS2 : l'amélioration de la disponibilité et l'utilisation des produits de santé sexuelle et reproductive essentiels, sous-utilisés ou difficiles d'accès ;
- OS3 : le renforcement de la redevabilité pour atteindre les objectifs de développement durable et les engagements en matière de DSSR.

Le programme viendra renforcer au niveau régional les dynamiques et chantiers lancés par l'OOAS. Afin d'atteindre un impact effectif et durable au niveau des pays de la CEDEAO, les appuis régionaux s'accompagneront d'actions à l'échelle nationale pour décliner les engagements régionaux dans un certain nombre d'Etats membres. Ces actions permettront de traduire au niveau pays les ambitions et directives régionales et d'avoir des effets tangibles sur le temps du projet.

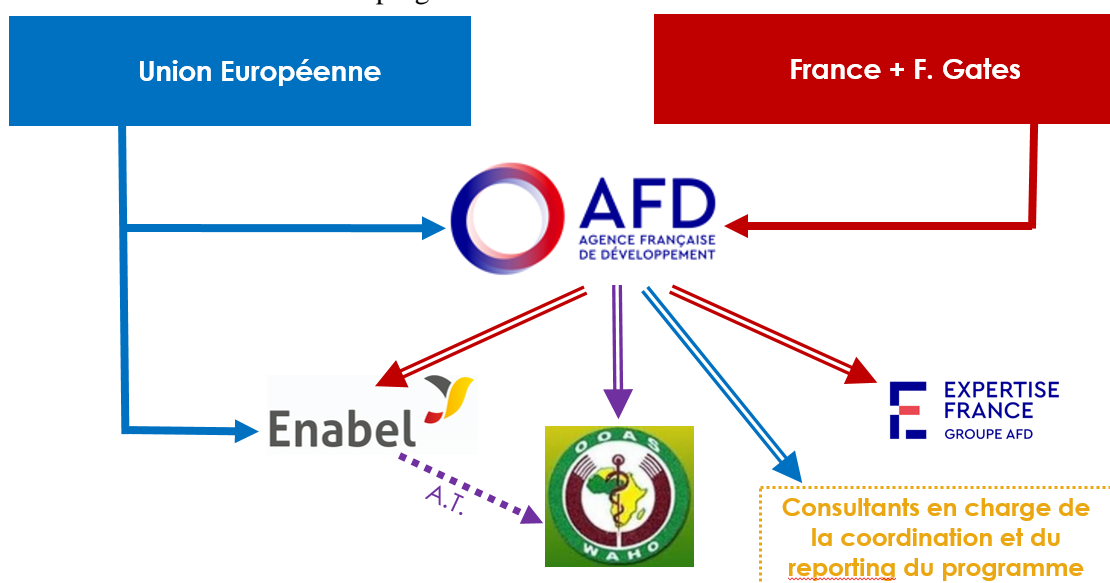
Plusieurs Etats ont été ciblés pour des points d'application-pays avec des activités mises en œuvre par les partenaires du projet. Outre les actions régionales pilotées par l'OOAS, le projet aura ainsi des déclinaisons au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Nigeria et au Sénégal.

Une assistance technique au niveau du siège de l'OOAS est également prévue.

L'AFD assurera la coordination opérationnelle globale du programme, qui sera déployé à la fois par l'OOAS, par Enabel, et par Expertise France.

Le montant total du programme est de 24 750 000€ dont 8 000 000€ de subvention AFD, 12 500 000€ de fonds délégués de l'UE et 4 250 000€ de fonds délégués de la Fondation Gates, pour une période de 47 mois.

La structuration institutionnelle du programme est la suivante :



Afin d'appuyer l'AFD dans la coordination de ce programme, l'AFD souhaite contractualiser un ou une consultant-e (H/F) : un-e coordinateur / coordinatrice global-e du programme.

II. OBJET DU MARCHÉ

L'objectif de ces termes de références est de contractualiser avec un-e consultant-e (H/F) en charge de la coordination globale du programme.

1. Prestations attendues

Un-e coordinateur/coordinatrice de projet sera basé à temps plein à Abuja, Nigéria - au sein de l'agence de l'AFD au Nigéria (ou tout autre agence AFD selon la décision du lieu d'affectation du siège de l'OOAS). Il ou elle sera en charge du suivi opérationnel quotidien du programme pour le compte de l'AFD. Une relation étroite avec l'équipe de l'AFD basée au siège à Paris, et des relations avec les agences AFD et contreparties dans les pays bénéficiaires, sera essentielle pour atteindre cet objectif.

Le ou la coordinateur / coordinatrice global-e du programme sera responsable de la gestion du projet au quotidien. Plus précisément, le / la coordinateur / coordinatrice assurera :

- le lien étroit avec la REP SAN de l'AFD au siège et le/la Chargé.e de mission à l'Agence AFD d'Abuja, ainsi qu'avec l'interlocuteur de la DUE Nigéria, sous la responsabilité du /de la Chargé.e de mission à l'Agence AFD d'Abuja (ou tout autre agence AFD selon la décision du lieu d'affectation du siège de l'OOAS) ;
 - le leadership et la coordination de l'équipe projet composée des personnes suivantes :
 - o Le/la Chef.fe de projet OOAS et son équipe ;
 - o Le/la Chef.fe de projet Enabel et son équipe (Enabel étant à la fois co-déléataire sur fonds UE et bénéficiaire de subvention sur fonds Gates) ;
 - o Le/la Chef.fe de projet EF et son équipe
- Un lien étroit avec ces personnes est indispensable ;
- le suivi quotidien des activités du programme ;
 - la vérification du respect des procédures de passations des marchés, la préparation des avis de non objection (ANO), la gestion des contrats et les prestataires de services de paiement, conformément aux procédures standard de l'AFD ;
 - le suivi des objectifs du programmes et du cadre logique, production des livrables dans les délais ;
 - le suivi du budget du programme, le contrôle du processus de facturation et le suivi des résultats des décaissements du programme et des écarts financiers ;
 - Préparer les rapports financiers périodiques sur base des informations compilées des partenaires ;
 - Mettre en place et suivre des outils de reporting efficaces ;
 - la supervision technique et administrative du programme, y compris la rédaction des rapports annuels et finaux à remettre à l'UE et à la Fondation Gates (les rapports comprendront une partie narrative et une partie financière), dans des délais contraints, sur la base des informations contenues dans les rapports soumis par l'OOAS, EF et ENABEL ;
 - la préparation des comités de pilotage (invitation, PPT), organisation et suivi (comptes rendus / CR) ;
 - la préparation et suivi des missions de l'AFD (bureau local et siège) ;
 - les activités d'évaluation du programme ;
 - les activités de gestion de communication et de visibilité (AFD/UE/Gates).

Cette liste de responsabilités n'est pas exhaustive. Le ou la coordinateur/coordinatrice sera responsable de la mise en œuvre globale du programme et de la réalisation de ses objectifs, et sera donc tenue d'accomplir toutes les tâches nécessaires pour atteindre ce but.

Le suivi et le reporting (M&R) seront réalisés conformément aux politiques et procédures applicables de l'AFD et aux termes des Conventions de contribution signée entre l'AFD et l'UE d'une part et l'AFD et la Fondation Gates d'autre part. Vis-à-vis de l'UE, le principal outil à utiliser à des fins de suivi, de reporting et d'évaluation est le cadre de mesure des résultats. Le cadre logique sera enregistré dans OPSYS et les indicateurs seront mis à jour sur une base annuelle, lorsque le rapport annuel aura été validé par l'UE.

Comme mentionné ci-dessus, le ou la coordinateur/coordinatrice fournira des rapports périodiques préparés au cours de son service ou des rapports spécifiques préparés à la demande du client. En outre, le ou la coordinateur/coordinatrice du programme préparera et conservera des comptes rendus complets et appropriés de toutes les réunions et discussions.

Les rapports et les principaux éléments livrables comprendront au moins les éléments suivants :

Livrable	A soumettre à	Avec l'approbation préalable de	Date estimée	Langue
Rapport d'avancement mensuel, incluant une feuille de temps	AFD	-	Dans les 10 jours ouvrables suivant la fin de la période de rapport	Français
Rapports d'avancement annuels (technique et financier)	AFD (à destination finale de l'UE et Gates) – sur la base des informations et rapports soumis préalablement par les partenaires ENABEL, EF et OOAS	AFD	Dans les 90 jours ouvrables suivant la fin de la période de rapport	Anglais
Préparation de présentations d'avancement pour des réunions trimestrielles et CR de réunions	AFD, UE, Gates, OOAS	AFD	Trimestriel	Anglais
Rapport final	AFD (à destination finale de l'UE et Gates) – sur la base des informations et rapports soumis préalablement par les partenaires ENABEL, EF et OOAS	AFD	À l'achèvement du programme	Anglais

Système de gestion de projet : plan de travail du projet / outil de suivi budgétaire / outil de gestion des connaissances / espace de partage de documents, etc.	AFD	AFD	Dans le mois suivant le début de la mission, mises à jour mensuelles	Français
Présentations PowerPoint et comptes rendus des comités de pilotage	AFD, UE et Gates	AFD	Dans les 10 jours ouvrables suivant le comité de pilotage	Anglais
Livrables spécifiques : rapport de mission, etc.	AFD	AFD	Dans les 10 jours ouvrables suivant une mission sur site, ou dès que disponible (TdR)	Français

2. Profil requis

Le ou la coordinateur-trice du programme doit posséder les qualifications et l'expertise suivantes :

- Qualifications et compétences :

- BAC+5 dans le domaine de la santé, en conduite de projet dans le domaine du développement ou diplôme universitaire équivalent ;
- Connaissance approfondie des politiques, des outils stratégiques et opérationnels liés au domaine de la santé et plus particulièrement des DSSR ;
- Excellentes compétences en matière de planification, de programmation et de gestion de projets, et connaissances en matière de contrats et de marchés publics (procédures passation de marchés bailleurs) ;
- Bonne connaissance technique et institutionnelle de l'environnement des projets financés par les bailleurs de fonds ;
- Excellentes compétences analytiques (institutionnelles, compréhension des dynamiques territoriales, etc.) ;
- Diplomatie et capacité à travailler dans un environnement multiculturel ;
- Excellentes compétences rédactionnelles et capacité de synthèse en français et en anglais ;
- Maîtrise obligatoire du français et de l'anglais, à l'écrit et à l'oral.

- Expérience :

- Minimum 10 ans d'expérience dans le domaine de la gestion de projets internationaux, avec au moins 5 ans d'expérience dans la santé (santé publique, DSSR, etc.) et un minimum de 2 ans d'expérience en tant que chef de projet/chef d'équipe ;
- Une expérience dans un ou plusieurs pays de la CEDEAO sera un atout ;

- Une expérience de gestion de projets financés par l'Union Européenne et / ou par l'AFD sera un atout ;
- Expérience dans l'engagement avec les gouvernements nationaux, les gouvernements locaux, les institutions internationales impliquées dans les pays ciblés ;
- Expérience de coordination de programme, de gestion de budget programme, et de production de rapports techniques et financiers.

3. Langues de travail

La langue des documents contractuels du contrat sera la langue française.

La langue de travail sera principalement l'anglais.

La maîtrise des langues française et anglaise par le Prestataire est impérative.

III. ORGANISATION DU CONTRAT

Délai d'exécution : 52 mois à temps plein (225 jours de travail maximum par an, 957 au total sur les 4,3 ans). Toutes les propositions doivent être préparées sur la base de 957 jours de travail. Toute proposition inférieure à 957 jours ouvrables sera considérée comme non conforme et rejetée.

Date de démarrage estimée : 1^{er} novembre 2025.

Calendrier de paiement : mensuel.

Structure de gestion : le / la coordinateur-trice du programme sera rattaché-e à la responsable d'équipe de projet AFD au sein de la division « Santé et Protection sociale » du siège ainsi que du / de la chargé-e de mission de l'agence d'Abuja (ou tout autre agence AFD selon la décision du lieu d'affectation du siège de l'OOAS).

Conditions de travail : le poste sera basé à Abuja, Nigéria au sein de l'agence de l'AFD (ou un autre pays de la CEDEAO selon la décision du lieu d'affectation du siège de l'OOAS). Du télétravail sera possible, en accord avec l'agence. Le poste implique des réunions et des sessions de travail fréquentes en visioconférence. Des missions fréquentes sont également prévues dans les 5 pays ciblés. Cette allocation sera reflétée dans la proposition technique du consultant.

Le / la coordinateur-trice du programme supportera tous les coûts (frais d'hébergement, frais administratifs, ordinateur, accès aux réseaux, frais de transport local, etc.) liés à son travail. Ils doivent être inclus dans la proposition du prestataire de services.

Missions sur le terrain : cf. article 5 du Contrat unique.